

# Nations et migrations

*Béatrice Giblin*

Nations et migrations est une question qui préoccupe *Hérodote* depuis longtemps puisqu'en 1993 je publiais un article qui avait pour titre «L'immigration et la nation, une question géopolitique». Il y a donc vingt-six ans qu'*Hérodote* interroge cette question complexe qui pose des problèmes géopolitiques tels que les rapports entre États du Nord et du Sud, mais aussi entre États du Sud – ce que l'on a parfois tendance à négliger –, des questions de frontières, d'étrangers, de nationaux. L'immigration met aussi en jeu des rivalités de pouvoir sur des territoires et alimente par le biais des médias des débats entre citoyens. Enfin, elle fait l'objet de représentations mobilisatrices. Parmi elles, la menace que ferait planer l'immigration sur l'identité nationale est suffisamment puissante pour en convaincre une partie de l'opinion publique et contraindre les responsables politiques d'adapter leur politique migratoire, en particulier en renforçant le contrôle des frontières. En 2012, constatant la percée des partis nationalistes qualifiés de droite radicale ou d'extrême droite dans plusieurs États de l'UE, percée due au rejet de l'immigration musulmane, *Hérodote* y avait consacré un numéro (n° 144).

Dans ce numéro-ci, nous ne nous sommes pas limités à la situation européenne et nous avons aussi cherché à analyser plus largement la question des migrations afin de prendre en compte les conséquences des départs pour certains pays. Cependant, l'immigration est considérée comme le facteur majeur le plus susceptible de déstabiliser la nation. Il est apparu que ce qui distingue les pays des uns des autres c'est la possibilité ou non d'y acquérir la nationalité, d'en devenir des citoyens de plein droit, même si le parcours pour y arriver n'est pas forcément facile, qu'il s'agisse de réfugiés demandant l'asile ou de migrants économiques. Cette possibilité offerte aux migrants de devenir citoyen est celle qui change du tout au tout l'approche de la question de l'immigration et de la nation car elle permet de passer d'une émigration temporaire de travail à une immigration définitive de peuplement. Toutefois, que l'accueil des migrants soit temporaire avec

impossibilité de faire souche ou qu'il puisse être définitif avec intégration dans la nation, on constate que les politiques migratoires choisies sont toutes confrontées à la nécessaire préservation de la cohésion et de l'identité nationales.

### **Immigration et nation à l'ouest de l'UE**

Aux élections européennes de mai 2019, l'immigration a encore été l'un des thèmes de la campagne électorale dans les 28 États de l'UE, les partis nationalistes en en ayant fait leur cheval de bataille avec des succès inégaux, incontestable en Italie, beaucoup plus limité au Danemark ou aux Pays-Bas. Bien que les arrivées de migrants aient beaucoup baissé depuis la « crise » migratoire de 2015 du fait d'une politique de l'UE contestable, celle-ci a durablement accrédité la représentation de l'invasion de l'UE par des flux de migrants, surtout en Hongrie, et surtout en Allemagne et en Italie qui furent les deux pays les plus concernés par les arrivées de migrants. Cette arrivée rapide et massive, au moins dans certains lieux, finit par créer des tensions et, surtout, par susciter des inquiétudes au sein de la population nationale qui éprouve parfois le sentiment de n'être plus chez elle (représentation de l'invasion) voire, plus grave, que son identité nationale est à terme menacée. C'est pourquoi, même dans des pays où la situation économique est favorable et le chômage faible, les partis nationalistes qui prônent la défense de la Nation et les racines chrétiennes de l'Europe – façon de rejeter l'immigration musulmane – sont entendus par une partie des électeurs. Un sondage<sup>1</sup> réalisé auprès de 45 000 personnes dans 14 pays de l'UE montre que les migrations restent un sujet préoccupant qui arrive juste derrière l'islamisme radical, on peut sans doute lier les deux car l'immigration qui pose problème aux différents nationaux, c'est l'immigration musulmane, ce que montraient déjà les articles d'*Hérodote* en 2012, alors que les attentats commandités par l'État islamique n'avaient encore touché ni la France, ni le Royaume-Uni, ni l'Espagne.

Dans un pays qui s'est voulu exemplaire dans son accueil des émigrés comme la Suède, les doutes sur l'intégration des migrants s'accroissent. Actuellement, 20 % de la population est née à l'étranger, contre 11 % il y a vingt ans<sup>2</sup>, 160 000 demandes d'asile ont été déposées en 2015 – un record en Europe proportionnellement à sa population (10 millions). En novembre 2015, le Premier ministre annonce la fermeture des frontières et le durcissement des conditions d'accueil. Selon le baromètre de la diversité, 40 % des personnes interrogées en 2016 estiment que

1. *Le Monde*, 2 avril 2019.

2. *Le Monde*, 10 mai 2019.

les nouveaux arrivants ne devraient pas disposer des mêmes droits sociaux que les Suédois et moins de la moitié pensent qu'ils devraient pouvoir garder leurs traditions religieuses, trois sur dix envisagent de déménager si des personnes originaires du Proche-Orient s'installent à côté d'eux. Les valeurs suédoises, comme l'égalité des sexes, que les Suédois estiment devoir s'imposer à tous, étrangers compris, semblent fragilisées par la défense du droit à la différence et du respect des autres valeurs culturelles. Dans ce même sondage, 47 % des Suédois interrogés disent être inquiets de l'immigration étrangère dans leur pays (55 % pour les Pays-Bas et 53 % pour le Danemark). C'est donc bien la crainte de voir menacées les valeurs de la nation suédoise, et il en va de même dans la plupart des autres pays de l'ouest de l'Union européenne (UE), qui pousse une partie de la population à souhaiter une diminution, voire un arrêt de l'immigration principalement musulmane.

La France n'a pas été touchée par la crise migratoire de 2015, ou bien peu comparée à l'Allemagne et l'Italie. Néanmoins, la représentation de l'invasion migratoire est bien présente dans une partie de la population. Comme le montrent les articles de Jérémy Robine et de Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, c'est la présence visible des générations de Français issus de l'immigration postcoloniale qui a transformé la France en une nation multiculturelle, sans que les partis politiques en prennent acte et en abandonnant le discours sur la Nation au Front national. La ségrégation sociale et raciale aggrave l'éloignement des uns et des autres et favorise l'entre-soi, ce qui réduit les lieux et les moments d'échanges et de rencontres et, à terme, détruit ce qui aide à faire nation.

La forte émigration de ses ressortissants, surtout depuis les années 1980, a poussé le roi du Maroc à en faire un outil de son *soft power* (cf. l'article de Pierre Vermeren) au service de l'image du royaume. Il veille à ce que la réussite de ces Marocains dans les pays étrangers ne les éloigne pas définitivement de leur nation, ce qui nuit à leur bonne intégration en Europe.

### **À l'est de l'UE, la double crainte de l'immigration et de l'émigration**

Dans les États à l'est de l'UE, le rejet des migrants est, on le sait, massif. En 2015, Victor Orban, Premier ministre hongrois, s'est montré particulièrement hostile à l'accueil des migrants qui devaient être répartis dans les pays de l'UE. Son refus s'explique pour partie par le nombre très élevé de migrants arrivés brutalement en Hongrie. « Les chiffres du HCR et d'Eurostat révèlent que le nombre de demandes d'asile en Hongrie augmente dès 2013 (18 000) pour atteindre 42 000 en 2014 et 177 000 en 2015, ce qui situe la Hongrie au deuxième rang derrière l'Allemagne. Avant 2015, ce sont essentiellement des Kosovars, des Afghans, des

Pakistanaïens qui demandent l'asile en Hongrie » [Loyer, 2017]. Ces migrants ont des cultures très différentes de la culture hongroise et arrivent massivement dans un pays sans tradition d'accueil des étrangers, puisque, s'il était difficile de sortir des pays européens communistes, il était tout aussi difficile d'y entrer.

Mais, à l'inverse des pays à l'ouest de l'UE, la population des pays de l'est de l'UE est très inquiète de l'émigration de ses nationaux pour l'avenir du pays. Il est vrai qu'ils connaissent une forte baisse de leur population nationale du fait de l'effondrement du taux de fécondité (1,3 enfant par femme en âge de procréer quand il doit être de 2,08 pour assurer le renouvellement naturel) aggravé par une forte émigration des jeunes adultes souvent les mieux formés et les plus ouverts sur l'extérieur<sup>3</sup>. La Roumanie est le pays le plus touché par cette baisse : – 3,3 millions d'habitants entre 1989 et 2017, soit plus de 10 % de la population. On pourrait y voir un paradoxe. En effet, pourquoi rejeter aussi farouchement les émigrés alors que la population nationale décroît et vieillit et qu'à terme ces pays manqueront de main-d'œuvre ?

Ainsi, il existe une fracture démographique entre l'est et l'ouest des pays de l'UE. À l'ouest, quinze d'entre eux ont eu une croissance démographique positive entre 1990 et 2017 (+ 12 %). Alors qu'elle est négative dans les treize pays situés à l'est de l'UE (– 7 %). En 2018, 15 à 18 millions de citoyens de l'Europe centrale résidaient à l'ouest du fait de la libre circulation au sein de l'UE, principalement en Italie, Allemagne, Espagne et Royaume-Uni où les entreprises profitent de cette main-d'œuvre flexible et pas chère, surtout dans la construction, la santé et l'agriculture<sup>4</sup>. En retour, les pays de l'est de l'UE bénéficient des envois d'argent de leurs nationaux : depuis 2010, 27 milliards d'euros sont entrés en Roumanie grâce aux transferts d'argent<sup>5</sup>.

Cette situation démographique contribue sans doute au rejet de l'« Europe » ou du moins à la déception ressentie par les citoyens de ces pays de l'Est vis-à-vis de l'Europe, l'Europe correspondant pour eux aux pays de l'UE situés à l'ouest et membres de l'UE depuis longtemps et qui, avec les travailleurs détachés, ont disposé d'une main-d'œuvre qualifiée et abondante.

Au Royaume-Uni, cette arrivée rapide et massive de travailleurs venus de l'est de l'UE (les Polonais y étant la première nationalité étrangère) voulue par le gouvernement travailliste de Tony Blair a pesé dans le choix du Brexit par une partie des électeurs (cf. l'article de Thibaud Harrois). Les Anglais les moins qualifiés ont vu ces travailleurs détachés comme des concurrents dangereux pour

3. « 20 % des actifs roumains travaillent hors de leur pays dans l'UE », *Le Monde*, 10 et 11 mars 2019.

4. *Le Monde*, mai 2019.

5. *Le Monde*, 10 et 11 mars 2019.

leurs emplois car ils acceptaient des salaires très bas et des conditions de travail difficiles. Ils ont pensé, à tort, que la sortie de l'UE et la fin des travailleurs détachés suffiraient à régler les problèmes sociaux et économiques qui les touchaient.

*En Russie, concilier l'indispensable immigration et le nationalisme*

La Russie est depuis 2010, soit vingt ans après l'éclatement de l'URSS, parmi les premiers pays d'immigration du monde. Le nombre de migrants internationaux en 2017 s'élève à environ 12 millions, majoritairement originaires des anciennes républiques soviétiques, principalement d'Asie centrale et du Caucase (cf. l'article de Sophie Hohmann). Mais la Russie est aussi un pays d'émigration car l'importance de la baisse de la démographie est comparable à celle des anciens pays communistes de l'UE, même si elle s'est quelque peu ralentie, les départs étant moins nombreux et le taux de mortalité très élevé pendant la terrible crise économique et sociale des années 1990 s'étant amélioré, mais le taux de natalité reste faible. Les travailleurs étrangers sont donc indispensables à l'économie russe. En même temps, Vladimir Poutine s'affiche comme le protecteur de l'identité russe, sa politique migratoire est donc plus ou moins incitative variant selon les besoins de l'économie russe en facilitant ou pas les autorisations de travail, mais elle refuse l'installation durable des étrangers au nom de préoccupations sécuritaires et nationalistes.

L'Ukraine est sans doute, parmi les anciens pays communistes, celui qui est le plus touché par l'émigration au point que plusieurs secteurs sont en difficulté à cause des pénuries de main-d'œuvre, l'agriculture, l'industrie, la construction, la médecine, mais aussi la haute technologie. L'exode des jeunes Ukrainiens est massif, partis travailler par centaines de milliers en Europe, et surtout dans la Pologne voisine. Sur une population de 44 millions d'habitants, 3 à 6 millions d'Ukrainiens travailleraient à l'étranger, de façon intermittente ou permanente. Selon le ministère des Affaires étrangères, 100 000 personnes quitteraient chaque mois le pays<sup>6</sup>. Les causes de cette émigration massive sont bien sûr la faiblesse des salaires mais aussi la corruption qui décourage les entrepreneurs et les jeunes ukrainiens les mieux formés. Cette main-d'œuvre est une aubaine pour la Pologne confrontée elle aussi à l'émigration de sa jeunesse vers les autres pays européens. Alors que l'État polonais refuse d'accueillir des migrants du Moyen-Orient, il a étendu la durée des permis de travail à cinq ans et facilité le regroupement familial. Les travailleurs ukrainiens surtout les mieux formés sont accueillis à bras

6. *Le Monde*, 19 avril 2019.

ouverts tant en Allemagne qu'en Hongrie, République tchèque, Roumanie et Slovaquie.

## **Politiques migratoires et protection de la nation**

### *Des pays où devenir citoyen est mission impossible pour les migrants*

Bien que les situations politiques, économiques, sociales et culturelles soient très différentes, nombre de pays ont des politiques migratoires qui ont pour objectif de préserver l'identité nationale.

Au Japon, malgré une population vieillissante et un taux de fécondité très faible (1,43) la politique migratoire reste très restrictive, alors qu'on pourrait s'attendre à une politique plus incitative puisque désormais la population décroît (- 300 000 personnes en 2018).

La forte croissance démographique du Japon au XX<sup>e</sup> siècle, durant lequel la population japonaise a presque été multipliée par trois (44 millions en 1900, 128 millions 2010), peut expliquer cette politique migratoire restrictive de l'État japonais, comme si les Japonais ne craignaient pas les effets négatifs de la décroissance démographique. Selon Philippe Pelletier c'est la peur du mélange et la crainte d'une dissolution nationale qui explique ce refus de voir les étrangers s'installer au Japon et acquérir la nationalité japonaise, politique soutenue par une grande partie de la population. Ceci conduit l'État à avoir une conception très nationaliste qui repose sur le droit du sang et même presque exclusivement sur la patrilinéarité (la matrilinéarité n'est reconnue qu'en 1984).

La nation israélienne est de plus en plus une nation majoritairement juive, les citoyens israéliens arabes étant de plus en plus maintenus dans un statut d'infériorité. *L'aliya* est en effet la condition première et la quintessence de la nation israélienne comme l'explique Frédéric Encel. L'immigration juive n'est pas seulement un phénomène démographique et social mais répond au projet politique qu'est le sionisme : construire la nation juive. Il en veut pour preuve les sommes colossales consacrées par l'État au retour des Juifs en Israël, sans craindre les tensions qui peuvent naître entre ces populations juives aux histoires et cultures politiques différentes – comme l'est aussi leur rapport à la religion –, les Juifs russes laïcs et globalement peu religieux comparés aux Juifs sépharades venus du Maghreb.

En revanche, si Israël se montre très déterminé à accueillir toute immigration juive, il n'en va pas de même avec l'immigration non juive. Israël est l'un des seuls pays occidentaux à être demandeur de travailleurs immigrés : car non seulement le taux de chômage y est faible, mais il existe aussi une pénurie de main-d'œuvre

dans les secteurs dans lesquels les Israéliens ne veulent pas travailler. Le nombre de ces migrants s'élève à 200 000 personnes, dont environ la moitié est dans la légalité, l'autre moitié a excédé la limite de cinq ans ou reste dans le pays au-delà de la période de validité des visas de tourisme. Il s'agit principalement de travailleurs thaïlandais dans l'agriculture, de Chinois ou de ressortissants d'ex-Union soviétique (Ukraine, Moldavie, etc.) dans le bâtiment, ou encore de Philippins, Sri-Lankais ou Népalais dans l'aide aux personnes âgées. Israël n'a pas l'intention d'intégrer ces personnes, il s'agit d'une immigration de travail s'inscrivant dans une durée limitée (cinq ans). En revanche, l'État d'Israël se montre très réticent à l'accueil de réfugiés, surtout africains. Ainsi, en février 2018, le gouvernement israélien a annoncé un programme d'expulsion de dizaines de milliers de migrants venus principalement d'Érythrée, et ce bien qu'Israël soit un « pays d'immigration construit par des réfugiés pour des réfugiés<sup>7</sup> ».

Depuis l'ère pétrolière, les États du golfe Persique sont peuplés – parfois majoritairement, comme dans les Émirats arabes unis – de migrants qui vivent sous un système de ségrégation juridique qui interdit leur installation définitive. Les travailleurs étrangers ne peuvent donc jamais acquérir la nationalité du pays où ils travaillent, et ce quelle que soit la durée de leur séjour et qu'ils soient venus de pays arabes ou pas, qu'ils soient musulmans ou pas. Cette politique migratoire très stricte (à la moindre faute ou non-respect de la loi, c'est l'expulsion) donne à penser que ces pays n'ont pas de tradition migratoire. Marc Lavergne démontre le contraire en rappelant que la péninsule Arabique est depuis l'Antiquité une terre de migrations et de brassages internes et externes, en relation avec l'Afrique, l'Asie centrale et le sous-continent indien. Mais malgré la volonté politique de préserver les nationaux de tout brassage et métissage avec les travailleurs étrangers, les influences croisées entre pays de départ et pays d'accueil s'intensifient.

### *Des pays, pourtant peuplés de migrants, ferment leurs frontières*

Aux États-Unis les migrants mexicains et sud-américains sont présentés comme faisant peser une menace sur l'existence de la nation américaine. Déjà, en 2004, dans un article intitulé « The Hispanic challenge » (Le défi hispanique) publié dans *Foreign Policy*, le célèbre politologue Samuel Huntington s'inquiétait des conséquences sur le devenir de la nation de l'arrivée continue et massive d'immigrés hispaniques mettant en péril le statut de la langue anglaise et l'identité

7. Nathalie Hamou, interview de Marc Liling, directeur du CIMI (Centre pour les migrations internationales et l'intégration), une ONG israélienne née en 1998, « Israël, une terre d'accueil peu favorable à l'immigration non juive », *Regards*, n° 876, 1<sup>er</sup> février 2018.

culturelle des États-Unis [Douzet, 2004]. Lors de sa campagne présidentielle, Donald Trump avait fait de la lutte contre l'immigration clandestine un des thèmes centraux, assurant qu'il ferait payer aux Mexicains l'achèvement de la construction du mur partiellement construit le long de la frontière sud des États-Unis. Frédéric Douzet montre que la construction de ce mur est d'abord un enjeu de géopolitique interne, l'opposition démocrate étant un excellent moyen de continuer à mobiliser l'électorat du président Trump qui se pose en défenseur de la nation américaine.

En Australie, le très conservateur Premier ministre Scott Morrison (Parti libéral), ancien ministre de l'Immigration et de la Protection des frontières pendant plus d'un an, de 2013 à 2014, prône la « tolérance zéro » envers l'immigration illégale. En 2013, il avait été à l'origine de l'opération « Frontières souveraines » qui a pour but de décourager les migrants illégaux de pénétrer les eaux territoriales australiennes. « À partir de maintenant, un demandeur d'asile qui arrivera en Australie par bateau n'aura aucune chance d'être autorisé à rester dans le pays comme réfugié », déclarait le Premier ministre australien le 19 juillet 2013. Le programme « Stop the boats » (Stoppez les bateaux) consiste à arraisonner les bateaux de migrants en haute mer, renvoyés ensuite dans un délai de 48 heures dans des centres de transit sur l'île de Nauru et à Manus (Papouasie-Nouvelle-Guinée). Cette politique très restrictive et largement soutenue par la population est censée lutter contre les passeurs clandestins et surtout bloquer l'arrivée de ces « boat people » chargés d'Afghans, d'Iraniens et de Cingalais<sup>8</sup>.

Ces centres de détention sont controversés et dénoncés par plusieurs ONG et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), qui jugent les conditions de détention inhumaines. « À Nauru, le gouvernement australien gère une prison à ciel ouvert destinée à infliger suffisamment de souffrances pour dissuader des personnes parmi les plus vulnérables au monde de rechercher la sécurité en Australie », dénonce dans un communiqué Anna Neistat, directrice des recherches à Amnesty International<sup>9</sup>.

### *Le Liban : une situation exceptionnelle*

Quel pays pourrait faire face, en quelques mois, à un afflux de réfugiés équivalent à la moitié de sa population ? C'est pourtant la situation à laquelle est confronté le Liban, avec l'arrivée massive de réfugiés syriens depuis le commencement de la guerre civile en 2011. Il faudrait en plus y ajouter 52 000 Palestiniens et

8. « L'Australie ferme ses frontières aux migrants clandestins », *Le Monde*, 19 juillet 2013.

9. Ninon Bulckaert, « Le gouvernement australien vire à droite », 24 août 2018.



40 000 Libanais qui résidaient et travaillaient en Syrie. Le Liban a, il est vrai, une tradition d'accueil des réfugiés : Arméniens, Palestiniens, Kurdes, etc. [Buccianti-Barakat, 2016]. L'expérience de la longue présence de réfugiés palestiniens dont une partie vit toujours dans des camps, en particulier les graves tensions et conflits politiques qu'elle a entraînés (*cf.* la guerre civile libanaise), pousse les autorités libanaises à éviter à tout prix l'installation durable des réfugiés syriens. C'est pourquoi elles s'opposent à la mise en place de camps de réfugiés. La présence de ces réfugiés est plutôt bien acceptée car nombre d'entre eux retrouvent au Liban de la famille prête à les accueillir. En fait, pour les Syriens, le Liban n'est pas un pays étranger – au point qu'on parle de déplacés plus que de réfugiés –, et d'ailleurs, pour les autorités syriennes, le Liban ne devrait pas être un État indépendant, mais une province de la grande Syrie, et il ne doit son existence qu'à la stratégie française au Moyen-Orient à l'époque du Protectorat.

Les conséquences de cette présence massive de réfugiés aggravent la situation économique et sociale libanaise (augmentation des prix des logements, du chômage, tensions sur le marché de l'emploi). Ce n'est pas pour autant que les responsables politiques s'unissent pour l'améliorer. En effet, le système politique confessionnel bloque toute prise de décision et toute action. Plus préoccupant, ils contribuent même à l'aggraver par des discours démagogiques qui font des réfugiés syriens les boucs émissaires de toutes les difficultés du pays (*cf.* l'article de Carine Lahoud-Tatar).

Enfin, en Afrique du Sud, Jeanne Bouyat montre le caractère hégémonique et violent de la xénophobie en Afrique du Sud, encore plus fort dans les townships. Cependant, les transformations postapartheid des quartiers, de leurs démographies et de leurs cultures politiques modulent néanmoins les représentations de l'étranger des élèves, en atténuant la xénophobie dans le centre ville et en la renforçant dans les townships. Dans ces conditions, la différence entre les nationaux et les étrangers n'a plus beaucoup de sens et la xénophobie touche étrangers comme nationaux.

### Bibliographie

- BUCCIANTI-BARAKAT L. (2016), « Les réfugiés au Liban, entre accueil et déracinement », *Hérodote*, n° 160-161 « Le monde arabe : regards géopolitiques ».
- DOUZET F. (2004), « Le cauchemar hispanique de Samuel Huntington », *Hérodote*, n° 115 « Géopolitique de l'anglais ».
- Hérodote* (2012), « L'extrême droite en Europe », n° 144.
- LOYER B. (2017), « L'Union européenne, un territoire en construction. Réflexion sur la crise des réfugiés de 2015 », *Hérodote*, n° 164.